

Immigration. Un réquisitoire contre la gauche

Effet bénéfique de la primaire ? A gauche, les débats s'ouvrent. Des thèmes jusqu'ici tabous ou contournés sont évoqués, discutés. Le protectionnisme raisonné ne fait plus horreur grâce à la pédagogie d'Arnaud Montebourg. Ralliant sur ce point Ségolène Royal, Martine Aubry veut être « la présidente de la sécurité de tous les Français ». Le désastre scolaire est moins nié et François Hollande estime que « le vieux concept du collège unique doit absolument évoluer ». La question du nucléaire fait l'objet d'échanges plus réalistes. Et sur le cannabis les positions des candidats sont moins fumeuses. Aujourd'hui, c'est un journaliste du *Nouvel Observateur* qui publie un livre au titre provocateur sur la gauche et l'immigration. Hervé Algalarrondo dénonce une faute politique - avoir laissé tomber le vieux prolétariat en voie de lépénisation au profit des sans-papiers - doublée d'une faute morale : beaucoup des partisans de la régularisation systématique de ces derniers se recrutent chez ceux qui ont les moyens de fuir les quartiers et les écoles accueillant les nouveaux arrivants. « En matière d'immigration, la "gauche d'en haut" fait preuve d'une formidable générosité sur le dos de la "France d'en bas" », conclut Algalarrondo, qui réinterprète cette question à travers le prisme de la lutte des classes. Le refus, de concert avec le Medef, d'une régulation des flux migratoires profite au patronat et aux bobos friands de personnel de maison, mais il se retourne contre les plus fragiles (parmi lesquels les immigrés les plus récents), condamnés au chômage, aux bas salaires et à l'insécurité. Sandrine Mazetier, secrétaire nationale du PS à l'immigration, répond à cette charge d'Algalarrondo. ■ **Eric Conan** La Gauche et la préférence immigrée, d'Hervé Algalarrondo, Plon, 150 p., 16 €.

Le livre d'Hervé Algalarrondo, journaliste au « Nouvel Observateur », jette un pavé dans la mare. Selon lui, les adeptes de la « préférence immigrée » défendent très mal la cause des immigrés.

Hervé Algalarrondo

La gauche et la préférence immigrée

TRIBUNE
 Extraits

Il y a des formules « coup de poing ». Une nuit d'insomnie où je zappais d'une chaîne à l'autre, je suis tombé sur le clip d'un groupe de rap de Vitry, 113. Et une formule de *Princes de la ville*, le morceau principal de leur nouvel album, m'a interloqué : « C'est pour nous qu'ils ont créé l'ANPE. » Nous, les jeunes issus de l'immigration. « Il y a une queue d'1 km pour gagner trois pépètes, si j'peux permettre qu'ils aillent se faire mettre », enchaîne 113.

« C'est pour nous qu'ils ont créé l'ANPE... » Comment mieux exprimer le drame que vivent tant les jeunes Blacks que les jeunes Beurs ? En l'occurrence, ils ne sont pas victimes d'un « sentiment de chômage »... d'ordre fantasmagique. Leur vécu est confirmé par les statistiques : les jeunes immigrés ou enfants d'immigrés qui n'ont pas le bac sont près de 40 % à ne pas avoir d'emploi, particulièrement les garçons, plus touchés.

Bonne conscience de la « gauche bobo »

Et, pendant ce temps, la « gauche bobo » tempête, fulmine, excommunie. But affiché : que la France s'ouvre toujours plus à de nouveaux travailleurs étrangers, que tous les sans-papiers soient régularisés sans conditions, ce qui entraînerait l'arrivée de nouveaux clandestins... C'est-à-dire que la « gauche bobo » milite avec une bonne conscience qui frise l'inconscience pour renforcer les contingents d'immigrés condamnés à pointer à Pôle emploi. Pis : les employeurs préfèrent souvent les nouveaux arrivants, avides de trouver le plus vite possible un boulot, aux immigrés plus anciens qui ont fait quelques études et n'ont pas forcément envie de « gagner trois pépètes » pour un job merdique. Un ami nous confiait récemment que, dans la supérette de son quartier parisien, le gérant choisissait de recruter des jeunes qui débarquaient d'Afrique du Nord plutôt que les Beurs du coin, moins enclins à accepter n'importe quels horaires, n'importe quelles conditions de travail. Vouloir toujours plus de nouveaux immigrés, c'est condamner les immigrés plus anciens, et les jeunes issus de l'immigration, à un taux de chômage encore plus important.

C'est l'un des grands paradoxes de ce dossier : les tenants objectifs de la « préférence immigrée » sont objectivement de très mauvais défenseurs de la cause immigrée. Ils ne se mobilisent que sur les entrées et les sorties du territoire français, se désintéressant à peu près complètement du devenir des étrangers, des

réquisitoire

immigrés et de leurs enfants, une fois qu'ils sont installés dans l'Hexagone : ils sont là, qu'ils se démerdent... Les associations de défense des droits de l'homme ne redonnent de la voix qu'en cas de menaces d'expulsion et ne se focalisent pratiquement plus que sur la régularisation des sans-papiers.

Même absence de préoccupation sur le devenir des immigrés du côté de la gauche politique. Dans le projet du PS, dans le chapitre pourtant baptisé « Doter la France d'une vraie politique pour son immigration », presque rien en dehors de la gestion des flux migratoires. « Un effort majeur sera fait pour l'apprentissage de la langue française », précise le texte, ce qui part d'un bon sentiment. Mais rien contre ce cancer qui explique l'échec de la fameuse « intégration à la française », jadis considérée comme modèle : le surchômage qui frappe les immigrés et leurs enfants. Aux

Etats-Unis, les Noirs ont un taux de chômage supérieur aux Blancs, à peu près le double. Mais le taux de

chômage des Noirs américains est très inférieur, environ de moitié, à celui des Blacks français. Pourquoi la gauche ne se mobilise-t-elle pas pour résoudre la principale cause de mal-être des jeunes immigrés, ou issus de l'immigration : leur exclusion du monde du travail ? La « droits-de-l'hommeisation » de l'immigration, déjà relevée, avec la rupture du lien, après Mai 68, entre flux migratoires et niveau du chômage, y est pour beaucoup.

L'intégration par le travail

Dans les colonnes du *Nouvel Observateur*, Jean Daniel a souvent observé, à contre-courant de ces bons sentiments, que la vraie générosité vis-à-vis des étrangers ne consistait pas seulement à leur ouvrir l'accès à notre territoire, mais à leur assurer ensuite une existence décente. C'est-à-dire à leur permettre de subvenir à leurs besoins, grâce à un emploi. Même antienne chez Jean-François Kahn, dans les colonnes de *Marianne* : « Les "immigrationnistes" exigent la liberté totale de circulation sans se préoccuper le moins du monde, une fois leur BA accomplie, de ce qui en résulte : inégalités et ségrégation exacerbées, esclavagisation, relégation, exploitation, déshumanisation ».

De tout temps, et sous toutes les latitudes, l'intégration des immigrés s'est faite par le travail : les nouveaux arrivants étaient condamnés à faire les boulots les plus durs et les moins bien payés. Mais leurs enfants bénéficiaient du système scolaire du pays d'accueil, ce qui leur permettait d'accéder à leur majorité à des emplois qualifiés. On évoque souvent la « panne de l'ascenseur social » : elle frappe particulièrement les jeunes issus de l'immigration.

Ne noircissons pas complètement le tableau : il y a de vraies réussites dans ce qu'il est convenu d'appeler « les quartiers ». Mais tant de « jeunes », autre appellation consacrée pour qualifier les jeunes issus de l'immigration, se heurtent à un plafond de verre. Discrimination ? Racisme ? C'est le leitmotiv des bonnes consciences. Là encore, c'est ignorer les lois de l'économie : quand un employeur a le choix pour une place entre une pléiade de postulants, il commence par éliminer ceux qui sont le moins dans la norme. C'est la rareté du travail aujourd'hui en France qui entraîne les discriminations vis-à-vis des Blacks et des Beurs, pas le racisme diffus des employeurs : rappelons encore

une fois que leur organisation, le Medef, demande que la France reste un pays « ouvert », le but étant, comme dans le cas de la supérette parisienne évoquée plus haut, d'avoir à disposition des travailleurs plus accommodants. Pour reprendre une vieille distinction marxiste, les partisans de la régularisation de tous les sans-papiers défendent une liberté « formelle », la liberté de s'installer en France, sans se soucier de sa conversion en liberté « réelle », faire en sorte que les arrivants puissent vivre dignement.

Généreuse mais narcissique, la « gauche bobo » défend pour les étrangers en France le statut dont elle dispose à l'étranger. Il y a désormais « un seul monde », selon la formule de Badiou, le monde est devenu un « monde de brassage », version Fabius, les élites naviguent d'un continent à l'autre, aussi bien pour leur travail que pour leurs loisirs. Quand on dispose d'un riad à Marrakech, c'est >



Immigration, un réquisitoire contre la gauche

TU VERRAS : SELON QUE C'EST LA DROITE OU LA GAUCHE AU POUVOIR, ON DORT EN CENTRE DE RÉTENTION OU DANS LA RUE.



➤ le dernier must, on se voit mal contester aux Marocains le droit de venir en France. Comme bon leur semble, puisqu'on a soi-même le droit, et les moyens, de rallier son riad selon ses desiderata. De la même façon, quand on a un job à New York ou à Hongkong, on ne voit pas pourquoi des étrangers ne pourraient pas venir bosser à Paris ou à Lyon.

Cette générosité « formelle » masque un égoïsme très « réel ». En matière d'immigration, la « gauche d'en haut » fait preuve d'une formidable générosité sur le dos de la « France d'en bas ». Où vont s'installer les nouveaux arrivants si ce n'est dans « les quartiers » ? Quels emplois sont-ils en mesure de briguer si ce n'est pas, la plupart du temps, les emplois peu qualifiés ? Quand on habite un quartier résidentiel, on a peu de chances de voir son environnement modifié en cas d'arrivée inopinée d'immigrés. Quand on est journaliste au *Nouvel Obs* ou cadre à la Banque de France, on n'a pas grand-chose à craindre pour son travail. Disons les choses plus crûment : les conseillers ne sont pas les payeurs. Quand la gauche d'en haut clame que la France doit rester un pays « ouvert », il faut comprendre : la Seine-Saint-Denis et les zones assimilées peuvent accueillir davantage d'immigrés. Pas terrible, cette générosité...

Il y a pis. Ceux qui militent dans des associations de défense des droits de l'homme exercent souvent des métiers – fonctionnaires, médecins, avocats – qui sont loin d'être complètement « ouverts ». Ils sont protégés de la concurrence étrangère. Dans la fonction publique, on est au-delà de là « préférence nationale » : il s'agit d'un monopole national. Il faut être français pour être fonctionnaire, les profs de maths recrutés au Liban ou ailleurs sont de simples vacataires. De la même façon, les médecins étrangers qui permettent à nos hôpitaux de sauvegarder leur réputation ont un statut, et des honoraires, très inférieurs à ceux de leurs collègues français. S'inscrire à un

barreau quand on est un avocat étranger est soumis à de multiples restrictions. Et si les donneurs de leçons commençaient par donner l'exemple ? A chaque « ouverture » du territoire national, aussi bien aux produits à prix cassés qu'à une main-d'œuvre bon marché, les ouvriers et les employés sont en première ligne. Et si les bobos, qui poussent l'inconscience jusqu'à ne pas percevoir à quel point ils sont souvent eux-mêmes à l'abri des désagréments de la mondialisation, commençaient par proposer l'« ouverture », « réelle », de leur profession ?

Force doit rester à la loi

Pour la gauche d'en haut, sociale, intellectuelle ou partisane, régulariser devrait être la norme : le PS a procédé à de substantielles régularisations à chacun de ses passages au pouvoir.

Quiconque s'interroge sur leur pertinence est accusé d'être victime de la « lepénisation des esprits ». Pourtant, la régulation des flux migratoires est une prérogative ancestrale des Etats. Chaque pays, chaque communauté nationale se voit depuis toujours accorder le droit de fixer des conditions au séjour des étrangers sur son territoire et, en conséquence, le droit d'expulser ou de refouler ceux qui ne satisfont pas aux critères. La gauche a gagné une grande bataille lexicale en imposant dans les médias l'appellation « sans-papiers ».

Façon, bien sûr, d'inscrire cette catégorie d'étrangers dans la lignée des « sans-culottes » et, d'une manière générale, des « sans » privés de tout, même de l'essentiel. Ces « sans-papiers » n'en sont pas moins présents illégalement sur le territoire français. Donc, en contrevention avec la loi. C'est à cette aune qu'il faut juger le mot d'ordre de la « gauche bobo » : il revient à demander que toute une catégorie de personnes soit dispensée de respecter la loi. Ce n'est pas rien ! On connaît la formule, fondement de toute société démocratique : force doit rester à la loi. En l'occurrence, il est demandé à la loi de céder devant le fait accompli : à partir du moment où un étranger sans autorisation de séjour a réussi à

entrer dans l'Hexagone en évitant tous les contrôles, il aurait droit aux félicitations du jury ! Foin de la régulation, place à la régularisation !

A notre connaissance, il n'existe pas d'autre mot d'ordre réclamant que toute une catégorie de fraudeurs – les « sans-papiers » sont par définition entrés en fraude en France – soit non seulement dispensée de poursuites mais récompensée d'avoir contourné la loi. Imagine-t-on qu'un parti politique ou une organisation demande que tous les contribuables qui estament le fisc voient leurs déclarations d'impôt avalisées par l'administration des finances ? Dès lors, pourquoi les dossiers des « sans-papiers » devraient-ils systématiquement être rouverts ?

La réponse est un des secrets inavoués de la société française. Un parti, le Front national, défend ouvertement, de manière obsessionnelle, la « préférence nationale ». Une telle « fixette » a bien évidemment des relents xénophobes. Mais, à côté de ce parti structuré qui bâtit son action autour de la « préférence nationale », il existe

un parti informel, sans structures ni adhérents, qui tire sa force du politiquement correct en défendant sans le dire mais avec constance une sorte de « préférence immigrée ». ■ H.A.

* Numéro du 15 au 21 juillet 2006.

Quand on habite un quartier résidentiel, on a peu de chances de voir son environnement modifié en cas d'arrivée inopinée d'immigrés.